



Clothilde Nyssens a connu plus de vingt ans de vie politique comme attachée parlementaire, sénatrice, députée, conseillère communale cdH à Schaerbeek. Elle revient sur cet engagement qui se prolonge aujourd'hui par l'action dans les prisons et le dialogue avec le monde musulman.

Clothilde NYSSENS

« J'aime LES GENS ENGAGÉS »

— **En 2010, vous avez décidé de ne plus vous présenter aux élections fédérales. Pour quelle raison ?**

« La dignité d'un homme tient au regard porté sur lui. »

— C'est venu chez moi de manière intuitive. Cela faisait vingt-deux ans que j'étais dans la vie politique active comme assistante parlementaire puis sénatrice et députée. J'avais cinquante-sept ans. Je venais d'être grand-mère et j'avais l'impression qu'une autre vie s'ouvrait pour moi et était possible. J'avais envie d'autre chose.

— **Comment êtes-vous venue à la politique ?**

— Je n'ai pas d'antécédent familial. Pendant dix ans, j'ai été avocate au barreau de Bruxelles mais ce n'était pas ma vocation ultime. J'avais alors envie d'un engagement pour la société et de participer à la construction des structures de celle-ci. J'aimais le droit mais pas uniquement dans la relation individuelle de l'avocat défendant une personne qui a un problème particulier. J'ai alors pris contact avec le parlement, puis avec le PSC-cdH, dont je me sentais la plus proche, pour être engagée comme juriste et assistante parlementaire et ainsi faire ce que je souhaitais : contribuer à l'élaboration des lois, plutôt que de les interpréter et les appliquer comme on le fait dans la fonction d'avocate. La vie parlementaire davantage m'intéressait que celle de parti. Le parlement est un lieu intéressant pour sentir la société dans toute sa diversité.

— **Cette envie d'apporter votre contribution au vivre ensemble, d'où vient-elle ? À quoi rêviez-vous jeune ?**

— Je suis allée à l'école chez les Dominicaines à Schaerbeek. J'avais quinze ans en 1968. Cette école, très ouverte, nous a donné le sens des préoccupations pour le monde qui nous entoure. J'avais une envie de contribuer à une terre plus juste, plus solidaire. À Louvain, comme étudiante en droit, j'étais membre du CAD, le Comité d'Action Droit qui était un organe de réflexion politique plutôt à gauche. J'ai manifesté pour le statut des étrangers. Depuis cette époque, j'ai participé à des lieux de réflexion et d'action sur la société.

— **Comme élue, vous avez été particulièrement**

attentive aux questions bioéthiques...

— Quand je suis entrée à la commission Justice, je connaissais mal ces questions de la fin de vie, des soins palliatifs et d'euthanasie, mais cela m'a progressivement passionnée. En rédigeant des amendements et des textes, ma main tremblait parfois parce que je me rendais compte que le droit n'était pas toujours approprié pour saisir toute la complexité de ces matières. J'ai donc décidé d'aller dans les hôpitaux, les maisons de repos, de rencontrer les médecins, les infirmières. Je me suis informée au maximum sur les différents enjeux. Cela m'a empêché de dormir souvent. J'ai été passionnée par l'approche des soins palliatifs. Je sentais qu'il fallait relayer les initiatives bien menées. Un certain milieu laïc fonçait avec une certitude qui m'interpellait. Je pensais intuitivement qu'il y avait autre chose à dire que leur point de vue.

— **Vous avez relayé une certaine sensibilité chrétienne sur ces questions. Quelle est-elle par rapport au monde laïc, très attaché à l'autonomie de la volonté, au libre choix de chaque individu dans ces questions ?**

— Cette sensibilité, c'est une attention aux enjeux anthropologiques à plus long terme d'un changement d'attitude sur l'approche de fin de vie, une attention aux principes de précaution, de prudence quand on touche à ces matières-là. Tous les arguments avancés à l'époque par le professeur de médecine Léon Cassiers de l'UCL étaient basés sur la notion d'altérité. Il disait que la dignité d'un homme en fin de vie tient aussi au regard posé par l'autre sur lui. Cette dimension relationnelle de la personne est aussi, pour moi, le fondement de ce que j'avais envie de relayer. On ne décide pas seul de mourir. La famille, le personnel soignant sont aussi impliqués. Je pense que le regard porté sur le malade et la manière dont le malade nous voit sont aussi importants.

— **Les soins palliatifs sont devenus une évidence. Depuis, les mentalités ont évolué et il y a des propositions de loi pour une plus grande facilité d'accès à l'euthanasie, pas seulement dans les cas extrêmes, mais avec plus de compréhension pour certaines situations de détresse. Qu'en pensez-vous ?**

— Je suis toujours partisane d'une certaine prudence et du principe de précaution. Ceci dit, si, en phase terminale, de graves maladies surviennent, qu'on laisse le soin de dé-

cider selon la conscience de la personne, de la famille et du médecin, je n'ai pas de souci avec cela. Mais je suis inquiète de l'utilisation ou de la promotion de l'euthanasie dans des cas que la loi ne prévoyait pas. Qu'on élargisse trop facilement aux cas de maladies psychiatriques, de gens qui vont bien mais veulent choisir leur mort quand ils estiment que leur vie n'est plus digne, ou de détenus qui, en prison, demandent d'être euthanasiés, cela m'inquiète. Il faut que la société accompagne ces cas de détresse et ne choisisse pas d'office l'euthanasie comme la solution première. La demande d'euthanasie est souvent un cri de détresse.

— Il y a aujourd'hui un discrédit de l'action politique. Cela vous inquiète-t-il ?

— C'est d'une tristesse épouvantable. L'image de l'engagement politique est abimée alors que celui-ci est indispensable et passionnant. J'en veux à ceux qui abusent et profitent de manière illégale. Il faut dénoncer cela. C'est scandaleux de trahir la nature même du service qu'est le mandat public. Le discrédit rejaille sur tous les hommes et femmes politiques qui font correctement et honnêtement leur travail. Or il faut continuer à s'engager en politique. Participer, par exemple, à l'élaboration d'une loi pour une plus juste et plus équitable contribution fiscale est passionnant et important. Le pouvoir du politique est, hélas, souvent limité, surtout dans le domaine économique.

— Qu'est-ce qui vous anime aujourd'hui ?

— J'ai un intérêt particulier pour les périphéries, le monde des prisons et des étrangers. Quand je me rends en prison,

« Il faut mener des actions communes avec les musulmans. »

j'en ressors en ayant reçu quelque chose, avec le sentiment que j'ai la chance de pouvoir aller librement où je veux, de comprendre qu'il n'y a pas que soi dans la vie. Il faut écouter le récit des détenus, de ceux

qui arrivent chez nous, ce qu'ils ont vécu et espèrent. Cela relativise nos problèmes. Je ne supporte plus cette société d'hyperconsommation. On ne doit pas rester dans un monde clos où l'on ne vit que de choses matérielles et où l'on oublie le reste du monde.

— Vous êtes vice-présidente de la Commission de surveillance de la prison de Forest. En quoi consiste son travail ?

— Il s'agit d'un contrôle externe sur le fonctionnement interne de la prison, prévu par la loi. Tout lieu fermé a tendance à gérer des disfonctionnements. Nous examinons ce qui se passe et signalons, au bénéfice du détenu, s'il y a des choses à contester, à améliorer. C'est indispensable parce que la direction ne voit pas toujours ce qui se passe.

— Vous êtes aussi engagée dans le dialogue avec les musulmans...

— J'habite Schaerbeek depuis trente ans, une commune multiculturelle où je suis restée dix-sept ans conseillère communale. Un tiers des conseillers communaux sont d'origine musulmane. Beaucoup sont devenus des amis. J'ai donc une expérience toute simple, concrète, de la vie en commun avec des musulmans. J'ai été sollicitée pour faire partie de la commission interdiocésaine des relations avec l'islam. On organise une fois l'an une journée d'étude sur un thème, l'occasion de rencontrer des personnalités

musulmanes. On envoie aussi au moment du Ramadan une lettre de sympathie de la part de l'Église catholique vers les mosquées. On remet des avis.

— Certains craignent l'influence de l'islam ou la place des musulmans dans la société. Que leur répondez-vous ?

— Il faut aider les musulmans qui ont une vision moderne de l'islam, qui osent interpréter les textes du coran et ne pas rester dans une lecture littérale. Ils peuvent faire évoluer les mentalités chez eux. C'est cela notre rôle. Je pense aussi qu'il faut mener des actions communes avec des musulmans, ne pas se contenter de vivre à côté d'eux. Il y a trop de chrétiens et de catholiques qui n'ont jamais de leur vie parlé à un musulman. L'avenir, c'est la pluri-culturalité, pas de vivre uniquement avec des gens qui nous ressemblent. J'ai un intérêt pour les différences. J'ai eu une assistante parlementaire musulmane et cela se passait bien entre nous. Elle était d'ailleurs une des seules à oser faire allusion à sa vie spirituelle. Cela m'intéressait. Nous en parlions. C'est rare avec des Belgo-belges d'oser parler de spiritualité, de ce qui nous anime.

— Vous assumez l'étiquette de chrétienne et de catholique ?

— Oui, sans problème, et c'est plus facile maintenant avec le pape François. J'ai eu la chance de connaître un christianisme très ouvert. À l'école, à treize ans, on nous envoyait déjà dans le quartier de la gare du Nord à Bruxelles, une fois par semaine dans les écoles de devoir pour des enfants turcs. Nous allions aussi prendre le thé dans ces familles. C'est cela qui nous était proposé comme action chrétienne à l'école. Je n'ai pas eu, comme d'autres, une impression d'enfermement dans l'Église. J'ai toujours choisi de fréquenter des lieux de vie chrétienne ouverts, par exemple Taizé ou les fraternités de Foucauld, ou une paroisse comme la miennne, ouverte et animée par des gens de valeur. Quand on voit des chrétiens choisir de servir dans des milieux défavorisés, on comprend concrètement ce que c'est qu'être chrétien, de vivre selon l'Évangile. Je fais de temps en temps une retraite dans des lieux tels qu'Orval, Wavremont ou La Pairelle, sans avoir de lien avec un groupe de spiritualité particulière. Et j'anime une émission sur RCF qui s'appelle *Engagez-vous* ! J'interroge, avec Jean-Jacques Duré, des personnes qui font quelque chose de bien dans un domaine ou l'autre.

— Dans le milieu chrétien, de qui vous sentez-vous proche ?

— Actuellement, je trouve par exemple que les Jésuites ou les Dominicains sont bien préparés intellectuellement et bien engagés dans des domaines importants de la société. J'aime les gens engagés. Les questions dogmatiques ne m'intéressent pas, je préfère les lieux où l'on cherche le dialogue avec d'autres religions. Je ne me retrouve pas chez ces chrétiens conservateurs et fermés. Je regarde d'abord avec qui les gens vivent. Il faut avancer avec les gens bien. Le pape François représente une ouverture. Je suis en connivence avec ce qu'il dit. ■